

## Aujourd'hui (ils construisent un autre monde)

Pierre Titeux

[www.iew.be/...](http://www.iew.be/...), sept. 2016

« Production d'engrais organique et de biogaz à partir de déchets. » – « Construction de maisons bioclimatiques avec des matériaux locaux. » – « Installation de panneaux solaires fabriqués localement. » – « Recherche et développement en médecine naturelle. » – « Diversification des cultures via l'implantation de serres piégeant l'humidité. » – « Plantation massive de moringa. [1] » – etc. L'inventaire pourrait être celui d'un *crowdfunding* en faveur d'actions innovantes ayant un impact positif sur l'environnement ou le chapitre « Propositions concrètes » d'un programme électoral écologiste.

Mais c'est bien mieux que cela : ces mesures fondent – avec d'autres portant sur l'éducation, l'organisation sociale et l'expression citoyenne – le projet politique pour lequel une population entière se bat au quotidien... dans l'indifférence quasi générale.

Car le monde est ainsi fait : tandis qu'un film remplit les salles et enthousiasme le public en arpentant « *le monde des solutions* » censées rendre notre futur plus rose, des millions d'hommes et des femmes bataillant dans une région martyre pour y faire triompher leur utopie fondée sur des valeurs démocratiques, solidaires et environnementales ne suscitent même pas un intérêt curieux.

Il est vrai que les deux événements ne concourent pas dans la même catégorie.

Ode à la positive attitude, « Demain » est une chouette démarche qui nous donne à voir de chouettes projets émergeant dans la joie et sans douleur. Difficile voire impossible de ne pas adhérer à ce chouette programme d'avenir porté par de chouettes gens...

A l'opposé, la « *révolution communaliste* » que les Kurdes et leurs alliés – chrétiens, Yézidis, Arabes sunnites mais aussi Juifs, Arméniens, Turkmènes, Tchétchènes – tentent d'instaurer au Rojava sent la poussière et la sueur, le combat et la souffrance. Il ne s'agit pas ici de « *ré-enchanter le monde* » mais d'en construire de toutes pièces un nouveau tournant résolument le dos au modèle standard. C'est ardu, âpre, violent et le combat semblerait désespéré s'il n'était porté par l'enthousiasme vital d'une collectivité unie autour de son idéal. Bref, pas vraiment de quoi générer un sentiment massif d'identification et d'adhésion chez les aspirants au changement cool et sans bavure.

Né dans les soubresauts de la guerre civile syrienne, le Rojava (littéralement, « *Kurdistan de l'Ouest* »), est un territoire « auto-administré » constitué de trois cantons kurdes disjoints – Afrin, Kobané et Cizîrê – et bordé par la frontière turque. Le pouvoir de Bachar el-Assad y a laissé la place à un gouvernement provisoire essentiellement composé de simples citoyens et s'appuyant sur des entités communales autonomes inspirées des « *municipalités libertaires* » aragonaises apparues lors de la guerre d'Espagne et des « *caracoles* » zapatistes du Chiapas. Leur action repose sur les 96 points de la « Charte du contrat social de l'auto-administration démocratique du Rojava », un texte fondateur adopté en janvier 2015 qui fait la part belle aux composantes féminine et minoritaires de la région, défend la « *démocratie par le bas* », l'égalité de genre et l'écologie.

Pour les moudjahidines de l'État islamique, cette confédération autonome transcendant les clivages religieux, confessionnels et ethniques constitue une hérésie à combattre jusqu'à son éradication. Un objectif destructeur partagé par la Turquie qui voit dans ce territoire autonome implanté à sa porte un très mauvais exemple donné à « ses » Kurdes. Et comme sa position géostratégique conjuguée au cynisme de la *realpolitik* confère à Erdoganland un statut proche de la toute puissance, les pays occidentaux soutiennent sa volonté d'instaurer au nord de la Syrie une « zone tampon » qui constituerait ni plus ni moins qu'une occupation du Rojava et marquerait la fin de son projet politique.

Harcelée militairement et diplomatiquement, la population ne se

résigne pourtant pas. Elle qui « *n'attend rien des Etats mais tout des peuples* » se bat pied-à-pied pour ses idéaux et appelle à la solidarité internationale pour les faire vivre et perdurer [2]. Force est toutefois de constater que c'est plutôt (très) mal embarqué. Comme déjà écrit, le combat du Rojava ne fait pas recette et c'est un euphémisme : en fait, tout le monde – ou presque [3] – s'en fout...

Si pareil désintérêt peut se comprendre dans le chef du public mal informé et accaparé par des préoccupations autrement plus personnelles, l'ignorance pour ne pas écrire le déni des politiques en demande d'« alternatives » interpelle. Il s'agit quand même là d'un champ d'expérimentation grandeur nature d'un modèle sociétal basé sur les principes de démocratie directe, de solidarité et de bonnes pratiques environnementales dont ils se gargarisent à longueur de discours ; on serait en droit d'attendre qu'ils s'y intéressent, fut-ce *a minima*. Mais non, pas le moindre écho de la démarche sur le site d'Ecolo, d'Europe Ecologie – Les Verts ou encore du Parti de Gauche de Mélenchon. Rien. Que dalle. Wallou.

Un « silence assourdissant » dont l'explication semble tristement évidente : les utopistes du Rojava ont le grand tort, l'inacceptable tare, de se revendiquer majoritairement proches de la branche syrienne du PKK, le parti des Travailleurs du Kurdistan catalogué marxiste et classé comme « organisation terroriste » par l'OTAN, les Etats-Unis et l'Europe. Bref, pas le genre qu'il est de bon ton de fréquenter ni même de soutenir lorsqu'on se prétend un « politique responsable ». Pourtant, dans une tribune publiée par « The Guardian » [4], l'anthropologue américain David Graeber, professeur à la *London School of Economics* et figure de proue du mouvement « Occupy Wall Street », balaie cette image sulfureuse. Lui qui s'est rendu sur place et a pu juger *in situ* de ce qui s'y joue écrit : « *En réalité, le PKK lui-même n'a plus grand-chose à voir avec le vieux et vertical parti léniniste qu'il a été. Son évolution interne et la conversion intellectuelle de son propre fondateur, Abdullah Öcalan, détenu dans une île-prison turque depuis 1999, l'a amené à changer complètement ses objectifs et ses pratiques.*

*Le PKK a déclaré qu'il n'essayait même plus de créer un Etat kurde. Au lieu de cela, en partie inspiré par la vision de l'écologiste social et anarchiste Murray Bookchin, il a adopté la vision du « municipalisme libertaire », appelant les Kurdes à créer des communautés libres et autonomes, sur la base des principes de la démocratie directe, qui par la suite s'uniraient au-delà des frontières nationales qui seront appelées à être progressivement dénuées de sens. Ainsi, ils ont suggéré que la lutte kurde puisse devenir un modèle pour un mouvement mondial vers une véritable démocratie, une économie coopérative et la dissolution progressive de l'État-nation bureaucratique.*

*Depuis 2005, le PKK, inspiré par la stratégie des rebelles zapatistes du Chiapas, a déclaré un cessez le feu unilatéral avec l'Etat turc et a commencé à centrer ses efforts sur le développement de structures démocratiques dans les territoires qu'ils contrôlaient déjà. Certains se sont demandés si tout cela était vraiment sérieux. Il est clair que des éléments autoritaires demeurent. Mais ce qui s'est produit dans le Rojava où la révolution syrienne a donné aux radicaux Kurdes la possibilité de réaliser de telles expériences dans des territoires étendus et contigus, suggère que c'est là autre chose qu'une façade. (...) Ces actions ont été largement célébrées dans la région mais n'ont remarquablement presque pas attiré l'attention de la presse européenne ou américaine. »*

Il ne s'agit évidemment pas de tomber dans l'angélisme ni de se laisser piéger par un miroir aux alouettes idéologique mais la « révolution » en cours au Rojava mérite mieux que l'ostracisme qui la frappe, un ostracisme nourri de clivages doctrinaux dont on pouvait espérer qu'ils ne vicieraient pas des partis se revendiquant « différents ».

Par-delà les sympathies et/ou les solidarités de lutte, n'oublions pas que dans la logique du « penser globalement, agir localement » qui le fonde, le monde plus démocratique, plus

solidaire et plus soutenable auquel nous aspirons se construit tout autant avec la révolution communaliste des Kurdes syriens qu'à travers l'éclosion et la multiplication des solutions mises en lumière par « Demain ».

[1] Arbre aux usages multiples allant de l'alimentation au traitement des eaux en passant par des vertus d'intrant agricole ou encore de remède antiseptique, vermifuge et antidiabétique.

[2] <http://rojavaplan.com/fr/>

[3] On peut trouver ici et là des échos du mouvement en marche au Rojava, par exemple cette conférence (en anglais) de Janet Biehl, compagne pendant 20 ans du théoricien du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale Murray Bookchin, qui s'est rendue clandestinement dans la région :

<https://www.youtube.com/watch?v=OckAjqw1AyQ>

Le site <http://www.secoursrouge.org>, « actualité de la répression et de la résistance à la répression », consacre au sujet un dossier régulièrement mis à jour mais aux positions partisans clairement revendiquées. Autant le savoir.

[4] « *Why is the world ignoring the revolutionary Kurds in Syria* », in « The Guardian », 8 octobre 2014.

## Murray Bookchin, écologie ou barbarie

Aux sources du communalisme kurde

À la mort de Murray Bookchin, en 2006, le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a promis de fonder la première société qui établirait un confédéralisme démocratique inspiré des réflexions du théoricien de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire.

Une reconnaissance tardive pour ce militant américain auteur d'un projet égalitaire et humaniste.

Benjamin Fernandez, sociologue et journaliste.

<https://www.monde-diplomatique.fr/...>, juillet 2016

Le 6 janvier 2014, les cantons du Rojava, dans le Kurdistan syrien, se sont fédérés en communes autonomes. Ils ont adopté un contrat social qui établit une démocratie directe et une gestion égalitaire des ressources sur la base d'assemblées populaires.

C'est en lisant l'œuvre prolifique de Murray Bookchin et en échangeant avec lui depuis sa geôle turque, où il purge une peine d'emprisonnement à vie, que le chef historique du mouvement kurde, M. Abdullah Öcalan, a fait prendre au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) un virage majeur pour dépasser le marxisme-léninisme des premiers temps. Le projet internationaliste adopté par le PKK en 2005, puis par son homologue syrien, le Parti de l'union démocratique (PYD), vise à rassembler les peuples du Proche-Orient dans une confédération de communes démocratique, multiculturelle et écologiste.

Né en 1921 à New York de parents juifs russes révolutionnaires, Bookchin grandit dans le Bronx, alors chaudron des luttes ouvrières américaines. Engagé très jeune dans les rangs communistes, qu'il quitte en 1936, au moment de la guerre d'Espagne, il milite à la fois au Congrès des organisations industrielles (CIO) et au Congrès pour l'égalité raciale (CORE). D'abord ouvrier de l'industrie automobile (notamment au moment de la grande grève de General Motors, en 1945), cet auto-didacte enseigne ensuite la sociologie au Ramapo College, dans le New Jersey. À sa mort, le 30 juillet 2006, il laisse une vingtaine de livres et plusieurs centaines d'articles.

### Dans le Vermont de Bernie Sanders en 1971

Écologiste radical et visionnaire, il avance l'idée selon laquelle l'irrationalité du capitalisme et sa faiblesse fatale ne résideraient pas, comme l'affirmait Karl Marx, dans sa propension inéluctable à l'autodestruction, mais dans son conflit avec l'environnement naturel, sa logique de croissance destructrice à la fois de la nature et de la santé humaine. En 1964, son pamphlet « Écologie et pensée révolutionnaire » fixe l'idée fondatrice de l'écologie sociale : « *L'obligation faite à l'homme de dominer la nature découle directement de la domination de l'homme sur l'homme (1)* » — celle-ci incluant la domination de genre, d'ethnie, de race aussi bien que de classe. D'où une proposition

qui a valeur de programme : seule l'écologie sociale radicale peut entraîner le dépassement du capitalisme (2). Et, réciproquement, une révolution sociale apparaît à Bookchin comme la clé du changement écologique. Dès 1965, il s'inquiète du risque de réchauffement climatique et de ses conséquences sur les équilibres naturels et sociaux.

Contre une science construite sur une « *image rigoureusement réactionnaire (3)* » de la nature, qui privilégie le récit de la compétition et de l'exploitation des ressources pour la survie, Bookchin propose une compréhension rationnelle du monde naturel, « *créatif, coopératif, fécond* », comme assise d'une éthique de la liberté. L'esprit hiérarchique qui « *définit l'autre en termes de supériorité ou d'infériorité*, promet-il, *sera remplacé par une approche écologique de la diversité* ».

En 1971, la publication du recueil *Au-delà de la rareté* propulse Bookchin au rang de figure de proue de la scène radicale new-yorkaise et lui confère une audience auprès de la Nouvelle Gauche américaine. Il y affirme que l'abondance de richesses créée par la technologie offre la possibilité historique d'un « *accomplissement des potentialités sociales et culturelles* » de l'humanité. Des technologies libératrices, décentralisées et écologiques pourraient permettre la transition de l'urbanisation capitaliste vers l'authentique cité démocratique.

Bookchin insiste sur la nécessité de répondre aux enjeux écologiques plutôt que d'organiser la classe ouvrière. Selon lui, le sujet révolutionnaire est le citoyen dominé, non le travailleur exploité. Il redéfinit l'anarchisme comme une solution pour les jeunes désireux non pas d'être menés par une avant-garde, mais de s'émanciper des « *valeurs de hiérarchie et de domination* » — dont le marxisme n'est pas exempt. Toutefois, ses positions sur la technologie l'éloignent des mouvements de la contre-culture, résolument technophobes.

Il s'oppose à l'environnementalisme, ce « *capitalisme vert (4)* » qui persiste à voir le monde naturel comme un gisement de ressources exploitables. Il formule aussi une critique de l'écologie profonde, dans laquelle il voit des « *signes inquiétants* » d'autoritarisme (5). L'un des hérauts de ce courant, le biologiste américain Paul R. Ehrlich, affirme que ce qui menace la biosphère est la surpopulation (*The Population Bomb*, 1968) et prône la « *contrainte* » pour limiter les naissances.

La crise écologique résulte aux yeux de Bookchin de rapports sociaux dominés par la hiérarchie et le capitalisme. Une minorité parvient à accaparer et à épuiser les ressources. C'est pourquoi il importait à tout prix, selon lui, d'éviter que le mouvement écologiste ne devienne le chien de garde de l'élite des affaires, en luttant contre les discours moralisateurs visant les classes pauvres. Les ouvriers et les Noirs n'auraient pas tout à fait tort de dénoncer le mouvement écologiste comme une « *cabale de Blancs privilégiés et élitistes* », alors que les responsables du gaspillage sont les « *dirigeants des grands conglomérats* ».

En 1971, Bookchin quitte New York pour s'installer à Burlington, dans le Vermont, qui est alors le centre du mouvement des communes Free Vermont ; la pensée radicale américaine s'élabore dans l'« *Arcadie vermontaise* ». Il fonde en 1976 l'Institut pour l'écologie sociale, qui initie les étudiants à l'agriculture biologique et aux énergies renouvelables autant qu'à la théorie sociale radicale et à l'histoire révolutionnaire — un centre d'enseignement d'où émergent plusieurs mouvements, dont l'écoféminisme d'Ynestra King. Avec les Burlington Greens (« *les Verts de Burlington* »), il mène plusieurs campagnes de sensibilisation écologiste et présente aux élections municipales un programme de démocratisation des institutions locales. Le groupe contraint le maire, un certain Bernie Sanders, à prendre en compte la voix des assemblées de quartier et à renoncer à plusieurs grands projets, dont la construction d'une centrale électrique et un projet immobilier sur les rives du lac Champlain.

Dans ce bouillonnement d'expériences, Bookchin élabore un programme politique pour l'écologie sociale : le municipalisme libertaire (6), un projet de « *démocratie communale directe qui s'étendra graduellement sous des formes confédérales (7)* ». Les

militants sont invités à travailler à une « *reconstruction radicale* » des institutions locales par le bas, à créer des assemblées citoyennes, des « *formes de liberté* » assez fortes pour supprimer le capitalisme et assez légitimes pour empêcher toute forme de tyrannie. Ils ont également vocation à se porter candidats aux élections locales, à municipaliser l'économie et à se confédérer avec d'autres communautés afin de former un pouvoir alternatif pour « *contrer la centralisation du pouvoir de l'État-nation* ». À partir de 1977, Bookchin joue un rôle prépondérant dans l'organisation du mouvement antinucléaire Clamshell Alliance et met sur pied avec son fondateur, M. Howie Hawkins, un réseau de la gauche écologiste, le Left Green Network.

Les anarchistes, pensait Bookchin, sont enclins à accepter sans grande difficulté le municipalisme libertaire, fédération de communes autonomes dans la tradition de Pierre Joseph Proudhon, Mikhaïl Bakounine, Pierre Kropotkine ou Nestor Makhno. En 1984, il est invité à la rencontre internationale « *Ciao anarchici* », à Venise. Janet Biehl, qui a été sa compagne pendant vingt ans et lui a consacré une biographie, raconte comment il est monté à la tribune habillé d'un uniforme de travail vert, une rangée de crayons de mécanicien dans sa poche de chemise : « Il leur a dit : "Les mouvements féministes, écologistes et communalistes doivent créer des communautés humaines décentralisées adaptées à leurs écosystèmes. Ils doivent démocratiser les villages et les villes, les confédérer, et créer un contre-pouvoir face à l'État." »

La rencontre se révèle catastrophique. On lui objecte que les gouvernements municipaux ne sont que des États-nations en miniature ; les conseils de citoyens, de petits Parlements. Les participants rejettent le principe du vote à la majorité, associé à une tyrannie du plus grand nombre. Bookchin en conclut que l'anarchisme est incompatible avec le socialisme. En plaidant pour la souveraineté de la personne, et non du peuple, les anarchistes de son époque se complaisent à ses yeux dans une simple radicalité « de style de vie » (8). Il décide de se retirer de la politique.

Il consacre la suite de sa vie à étudier les mouvements révolutionnaires, des révoltes d'esclaves dans la Méditerranée antique à la participation des anarchistes à la guerre d'Espagne en 1936 en passant par la Commune de Paris ; des « *formes de liberté* » qui disputent son hégémonie à l'État-nation (9). Si la révolution socialiste n'est advenue ni par la prise du pouvoir d'État ni depuis les marges de la société, il existe une troisième voie : la mener « *dans une arène où le combat peut mobiliser le peuple, l'aider à s'éduquer lui-même et à développer une politique antiautoritaire qui inventerait une nouvelle sphère publique contre l'État et le capitalisme* (10) ». Son nom : le communalisme. On comprend qu'une telle définition du combat politique puisse aujourd'hui mobiliser les militants pour l'autonomie du Kurdistan, écartelés entre quatre pays, en butte aux assauts de l'État turc et en première ligne dans la guerre contre l'Organisation de l'État islamique.

Suivant les principes du « confédéralisme démocratique » promu par M. Öcalan, les cantons de Djézireh, de Kobané et d'Afrin se sont dotés d'une structure administrative fédérale regroupant les délégués des conseils populaires (les maisons du peuple), mandatés par les assemblées de communes. La fédération est chargée des commissions pour la défense, la santé, l'éducation, le travail et les affaires sociales. Chaque conseil gère les ressources agricoles et énergétiques (le Rojava est riche en pétrole, mais ne peut l'exporter en raison de l'embargo) de manière autonome, coopérative et écologique (11). Dans le Kurdistan du Nord turc, le Congrès pour une société démocratique (DTK) fédère depuis 2010 les conseils venant des villes, districts et arrondissements de la région. Le DTK, qui se veut un conseil des conseils, accueille également des représentants des communautés arménienne, araméenne, yézidie, alévie et turkmène qui fuient les conflits.

En 1999, lors des manifestations de Seattle contre l'Organisation mondiale du commerce (OMC), des militants du mouvement altermondialiste invitent Bookchin à donner une conférence. Il

affiche cependant son scepticisme devant des groupes anarchistes violents qui proclament la révolution ou des cercles d'affinités sur Internet qui restent loin de construire des « formes de liberté », des institutions alternatives permanentes et stables. Dans les années 1970, les mobilisations éphémères contre la guerre du Vietnam l'avaient persuadé que les manifestations, aussi importantes soient-elles, ne pouvaient créer par elles-mêmes une émancipation sociale, les « *offensives de printemps* » dépassant rarement les « *vacances d'été* » (12).

Les mouvements d'assemblées citoyennes, où s'exprime la demande grandissante de démocratie directe, donnent au programme de Bookchin une résonance nouvelle. Ils ont suscité des rééditions de ses livres et articles, dont un recueil paru en 2015 sous un titre éloquent : *The Next Revolution* (« La prochaine révolution »). « *Des quartiers de la Commune de Paris aux assemblées générales d'Occupy Wall Street et ailleurs, peut-on lire dans l'introduction, ces conseils démocratiques auto-organisés parcourent l'histoire comme un fil rouge* (13). » L'ouvrage célèbre comme un précurseur cet « *expert en révolution non violente* » et voit dans son projet « *une politique pour le XXI<sup>e</sup> siècle* ».

### Les limites de l'occupation des places

Serait-il enchanté devant l'occupation démocratique des places ? Inlassable militant et critique sans concession, il avait anticipé certains des problèmes auxquels ces mouvements sont confrontés : les difficultés inhérentes à la pratique du consensus, ou l'idée que les campements peuvent tenir lieu de pouvoir populaire. Pour créer une force politique, ceux-ci doivent selon lui être institutionnalisés en assemblées locales dans les quartiers et les villages.

Il n'est pas certain par ailleurs que ces mouvements rejoignent la radicalité de ses propositions. Comment, notamment, assurer la sécurité des communes dans leur confrontation inéluctable avec l'État et le système capitaliste ? Bookchin pensait qu'il faudrait une « *milice populaire* » pour « *défendre par les armes, si nécessaire, l'économie municipalisée* », sur le modèle des citoyens-soldats athéniens (les hoplites), de la Makhnov-chtchina — l'armée révolutionnaire insurrectionnelle ukrainienne (1918-1921) — ou des milices d'ouvriers et de paysans du gouvernement anarchiste de Catalogne en 1937.

Après la mort de Murray Bookchin, pendant les dix années qui ont été nécessaires pour écrire sa biographie, Janet Biehl — désormais principale figure de l'écologie sociale — a pris ses distances avec l'antiétatisme intransigeant de son mentor. Sans le cadre de l'État-nation, comment, demande-t-elle, « *corriger les injustices sociales et défendre les droits civils* », limiter le réchauffement climatique ou même assurer la sécurité sociale ? Peut-on être sûr que les communes seront un lieu de rationalité démocratique, égalitaire et écologique, alors que, note-t-elle, « *certaines localités, comme dans le sud des États-Unis, sont réactionnaires* » ou que d'autres s'opposent à l'action environnementale et « *ne s'y engagent que si le gouvernement fédéral les y force* » (14) ?

Bookchin pensait que ces problèmes seraient résolus par la pratique. Souvent jugé utopiste, trop radical ou trop critique par ses contemporains, il a néanmoins consacré sa vie, comme en témoigne Biehl, à « *incarner l'idéal de la gauche : démocratique, rationnelle, laïque, non hiérarchique, libertaire et écologique. Il était internationaliste et antimilitariste. Il était théoriquement cohérent. Il était humain et éthique. Avant tout, il était socialiste* ». L'être humain, croyait-il, méritait la liberté qu'il chérissait, et une vie décente. Il était donc trop intelligent pour ne pas vivre dans une société rationnelle.

### Soutenez-nous ! (Le Monde diplomatique)

*L'existence de notre journal ne peut pas uniquement dépendre du travail de la petite équipe qui le produit, aussi enthousiaste*

(1) Murray Bookchin, *Au-delà de la rareté*, Écosociété, Montréal, 2016. On peut retrouver de nombreux textes traduits en français sur [www.ecologiesociale.ch](http://www.ecologiesociale.ch)

(2) Murray Bookchin, *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de création libertaire, Lyon, 2012.

(3) Murray Bookchin, *Pour une société écologique*, Christian Bourgois, Paris, 1976.

(4) Vincent Gerber et Floréal Romero, *Murray Bookchin. Pour une écologie sociale et radicale*, Le Passager clandestin, Neuvy-en-Champagne, 2014.

(5) Cité dans Janet Biehl, *Ecology or Catastrophe : The Life of Murray Bookchin*, Oxford University Press, 2015.

(6) Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire : la politique de l'écologie sociale*, Écosociété, 1998.

(7) Murray Bookchin, *From Urbanization to Cities : Towards a New Politics of Citizenship*, Cassell, Londres, 1995.

(8) Murray Bookchin, *Social Anarchism or Lifestyle Anarchism : An Unbridgeable Chasm*, AK Press, San Francisco et Edimbourg, 1995.

(9) Murray Bookchin, *The Third Revolution : Popular Movements in the Revolutionary Era*, quatre tomes, Cassell et Bloomsbury, Londres et New York, 1996-2005.

(10) Cité dans Janet Biehl, « [Bookchin breaks with anarchism](#) », 2007.

(11) Cf. « [Janet Biehl / David Graeber : impressions et réflexions du Rojava](#) », 3 janvier 2015.

(12) Murray Bookchin, « Spring offensives and summer vacations », *Anarchos*, New York, juin 1972.

(13) Murray Bookchin, *The Next Revolution : Popular Assemblies and the Promise of Direct Democracy*, Verso, New York, 2015.

(14) Janet Biehl, *Ecology or Catastrophe*, op. cit.

---

### Why is the world ignoring the revolutionary Kurds in Syria?

David Graeber

[www.theguardian.com/...](http://www.theguardian.com/...), October 2014

*Amid the Syrian warzone a democratic experiment is being stamped into the ground by Isis. That the wider world is unaware is a scandal*

In 1937, my father volunteered to fight in the International Brigades in defence of the Spanish Republic. A would-be fascist coup had been temporarily halted by a worker's uprising, spearheaded by anarchists and socialists, and in much of Spain a genuine social revolution ensued, leading to whole cities under directly democratic management, industries under worker control, and the radical empowerment of women.

Spanish revolutionaries hoped to create a vision of a free society that the entire world might follow. Instead, world powers declared a policy of "non-intervention" and maintained a rigorous blockade on the republic, even after Hitler and Mussolini, ostensible signatories, [began pouring in troops and weapons to reinforce the fascist side](#). The result was years of civil war that ended with the suppression of the revolution and some of a bloody century's bloodiest massacres.

I never thought I would, in my own lifetime, see the same thing happen again. Obviously, no historical event ever really happens twice. There are a thousand differences between what happened in Spain in 1936 and what is happening in Rojava, the three largely Kurdish provinces of northern [Syria](#), today. But some of the similarities are so striking, and so distressing, that I feel it's incumbent on me, as someone who grew up in a family whose politics were in many ways defined by the Spanish revolution, to say: we cannot let it end the same way again.

The autonomous region of Rojava, as it exists today, is one of few bright spots – albeit a very bright one – to emerge from the tragedy of the Syrian revolution. Having driven out agents of the Assad regime in 2011, and despite the hostility of almost all of its neighbours, Rojava has not only maintained its independence, but is a remarkable democratic experiment. Popular assemblies have been created as the ultimate decision-making bodies, councils selected with careful ethnic balance (in each municipality, for instance, the top three officers have to include one Kurd, one Arab and one Assyrian or Armenian Christian, and at least one of the three has to be a woman), there are women's and youth councils, and, in a remarkable echo of the armed Mujeres

Libres (Free Women) of Spain, a feminist army, the "YJA Star" militia (the "Union of Free Women", the star here referring to the ancient Mesopotamian goddess Ishtar), that has carried out a large proportion of the combat operations against the forces of [Islamic State](#).

How can something like this happen and still be almost entirely ignored by the international community, even, largely, by the International left? Mainly, it seems, because the Rojavan revolutionary party, the PYD, works in alliance with Turkey's Kurdish Worker's Party (PKK), a Marxist guerilla movement that has since the 1970s been engaged in a long war against the Turkish state. Nato, the US and EU officially classify them as a "terrorist" organisation. Meanwhile, leftists largely write them off as Stalinists.

But, in fact, the PKK itself is no longer anything remotely like the old, top-down Leninist party it once was. Its own internal evolution, and the intellectual conversion of its own founder, [Abdullah Ocalan](#), held in a Turkish island prison since 1999, have led it to entirely change its aims and tactics.

The PKK has declared that it no longer even seeks to create a Kurdish state. Instead, inspired in part by the vision of social ecologist and anarchist Murray Bookchin, it has adopted the vision of "libertarian municipalism", calling for [Kurds](#) to create free, self-governing communities, based on principles of direct democracy, that would then come together across national borders – that it is hoped would over time become increasingly meaningless. In this way, they proposed, the Kurdish struggle could become a model for a worldwide movement towards genuine democracy, co-operative economy, and the gradual dissolution of the bureaucratic nation-state.

Since 2005 the PKK, inspired by the strategy of the [Zapatista rebels in Chiapas](#), declared a unilateral ceasefire with the Turkish state and began concentrating their efforts in developing democratic structures in the territories they already controlled. Some have questioned how serious all this really is. Clearly, authoritarian elements remain. But what has happened in Rojava, where the Syrian revolution gave Kurdish radicals the chance to carry out such experiments in a large, contiguous territory, suggests this is anything but window dressing. Councils, assemblies and popular militias have been formed, regime property has been turned over to worker-managed co-operatives – and all despite continual attacks by the extreme rightwing forces of Isis. The results meet any definition of a social revolution. In the Middle East, at least, these efforts have been noticed: particularly after PKK and Rojava forces intervened to successfully fight their way through Isis territory in Iraq to rescue thousands of Yezidi refugees trapped on Mount Sinjar after the local peshmerga fled the field. These actions were widely celebrated in the region, but remarkably received almost no notice in the European or North American press.

Now, Isis has returned, with scores of US-made tanks and heavy artillery taken from Iraqi forces, to take revenge against many of those same revolutionary militias in Kobane, declaring their intention to massacre and enslave – yes, literally enslave – the entire civilian population. Meanwhile, the Turkish army stands at the border preventing reinforcements or ammunition from reaching the defenders, and US planes buzz overhead making occasional, symbolic, pinprick strikes – apparently, just to be able to say that it did not do nothing as a group it claims to be at war with crushes defenders of one of the world's great democratic experiments.

If there is a parallel today to Franco's superficially devout, murderous Falangists, who would it be but Isis? If there is a parallel to the Mujeres Libres of Spain, who could it be but the courageous women defending the barricades in Kobane? Is the world – and this time most scandalously of all, the international left – really going to be complicit in letting history repeat itself?

---

Autre info : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Rojava>